

PARIS

120 avenue des Champs-Élysées
75008 Paris
Tél. : 01 42 67 79 78
Fax. : 01 42 67 98 36

NANCY

165 boulevard d'Haussonville
CS 34120
54041 Nancy Cedex
Tél. : 03 83 27 21 35
Fax. : 03 83 90 33 30

ÉPINAL

7 rue Roland Thiéry
88000 Épinal
Tél. : 03 29 81 89 89
Fax. : 03 29 81 89 88

METZ

2/4 rue François de Curel
57000 METZ
Tél. : 03 87 74 24 54
Fax. : 03 87 36 71 98

I. FRANCE

HAUSSE RECORD DES RUPTURES CONVENTIONNELLES EN 2016

Avec + 9,1 % par rapport à 2015, ce sont 389 862 ruptures conventionnelles (sur 419 562) qui ont été homologuées en 2016 (en moyenne 32 500 par mois !).

- Est-ce un bon signe ? Qui analysera le nombre de véritables « consentements **mutuels** » ?

EMPLOI ET ARMÉE

En 2016, près de 6 000 jeunes en situation de décrochage scolaire ou social ont trouvé un travail grâce au SMA (Service Militaire Adapté).

UBER

Les représentants des VTC (UNSA) ont refusé le 7 février l'idée d'un **chiffre d'affaires** garanti par Uber de 4 200 € / mois à partir de 50 h de connexion.

Liaisons Sociales du 08.02.2017

PÉNÉLOPE GATE... DOMMAGES COLLATÉRAUX ?

Les assistants parlementaires du Sénat ont manifesté le 7 février contre la précarité de leur statut.

- Ils font valoir qu'à l'occasion des élections législatives de juin et sénatoriales de septembre prochains 1 300 d'entre eux risquent d'être licenciés... (comme pour la plupart des élections précédentes).
- Le paradoxe étant qu'ils sont généralement licenciés pour « motif personnel » et non pas pour motif économique... !

Liaisons Sociales du 13.02.2017

...selon une déclaration au Monde (15.02.2017) de Jean-Dominique Sénard, patron de Michelin.

- Il est vrai que, pour celui-ci, « *il s'agit d'aller plus loin en matière de flexicurité et tout faire pour réduire les coûts qui pèsent sur les facteurs de production* ». Et parmi ceux-ci les impôts et taxes...

L'AVENIR DU PARITARISME EN JEU ?

Le Medef et les syndicats ont repris le 13 février les négociations sur la convention d'assurance-chômage interrompues le 16 juin 2016.

Emmanuel Macron propose de nationaliser l'Unedic, de supprimer les cotisations chômage et maladie, compensées par une augmentation de la CSG.

Les syndicats s'opposent au Medef en proposant une taxation majorée pour le chômage des contrats courts.

- À défaut d'accord, ce sera encore un recul du paritarisme.

Le paritarisme est déjà une fiction à la Sécurité Sociale où toutes les décisions sont en fait prises par l'État.

Le Monde du 15.02.2017

THIERRY LEPAON...

... ancien secrétaire général de la CGT, contraint de démissionner le 7 janvier 2015, a été nommé le 14 février :

- Président de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (fonction bénévole),
 - Mais aussi délégué interministériel à la langue française pour la cohésion sociale auprès du Premier Ministre.
- 6 millions de personnes (soit 10 % de la population) sont considérées en situation d'illettrisme total ou partiel, ce qui fait que 15 % des usagers de services publics n'en bénéficient pas faute de comprendre les formulaires.

14 % DES BÉNÉFICIAIRES DES MINIMA SOCIAUX...

... ont un emploi salarié.

Liaisons Sociales du 16.02.2017

80 % DES CADRES ESTIMENT ÊTRE SOUS PRESSION...

... liée à leur « charge de travail ».

II. EUROPE

VOLKSWAGEN VEUT PLAFONNER LA RÉMUNÉRATION DE SES DIRIGEANTS

Le conseil de surveillance devrait entériner le 24 février la décision de plafonner à 10 millions / an la rémunération de chaque membre du directoire.

➤ À suivre...

ACCORD EUROPÉEN ENTRE BNP PARIBAS ET LA FECEC...

... ainsi que l'UNI Europa et des représentants du Comité d'Entreprise Européen **sur la prévention du stress au travail**.

➤ Un double symbole :

- La prise en compte d'un phénomène qui s'amplifie,
- L'intervention d'un comité d'entreprise européen pour signer un accord (au-delà de ses prérogatives « légales »).

Cet accord s'appuie (un peu tardivement...) sur l'accord européen du 8 octobre 2004 transposé en France par l'ANI du 2 juillet 2008.

114 CAS REMARQUABLES DE L'ACTIONNARIAT SALARIÉ EN EUROPE

Une étude consultable sur le site www.cfeonline.org/presseview/2017.

LA COMPAGNIE AÉRIENNE IRLANDAISE RYANAIR...

... a été placée sous contrôle judiciaire par la Cour d'Appel d'Aix en Provence le 3 février pour **travail dissimulé** du fait qu'elle n'avait pas affilié à la Sécurité Sociale, de 2011 à 2014, les salariés de sa base marseillaise.

➤ La Cour condamne à verser un cautionnement de 5 millions d'euros.

LE PARLEMENT EUROPÉEN SE DÉCLARE FAVORABLE À UN SALAIRE MINIMUM POUR TOUS LES PAYS DE L'UE

Le 19 janvier 2017, le Parlement a adopté, par 396 voix pour, 180 contre et 68 abstentions, le rapport présenté par Maria Jo Rodrigues, eurodéputée et ancienne ministre portugaise à l'emploi, pour que chaque pays de l'UE instaure un salaire minimum.

➤ C'est actuellement le cas pour 22 États, mais pas pour la Suède, le Danemark, l'Italie, Chypre, l'Autriche et la Finlande.

Mais la Commission Européenne, par la voix de Marianne Thyssen, considère que cela n'entre pas dans les compétences de la Commission.

➤ Les lois salariales sont en effet du ressort de chaque État.

➤ Par contre, la Commission « **encourage** » cette initiative.

Toutefois, l'idée d'un salaire minimum commun n'apparaît pas réaliste, ni celle d'une **clause fixant le salaire minimum de chaque pays à au moins 60 % du salaire moyen** de ce pays.

- Ce sont les députés du PPE (centre droit) qui se sont opposés à cette clause.
- Les mêmes qui ont porté à la **Présidence du Parlement leur candidat** Antonio Tajani.

Les syndicats (CES) ne sont d'ailleurs pas favorables à « *une règle imposée dans les pays où les syndicats n'en veulent pas* », selon Julian Scola, porte-parole de la CES.

La Finlande, de son côté, lance le premier test d'un revenu universel de base.

Le rapport de Maria Jo Rodrigues a également **provoqué un vif débat sur la nécessité (ou non) de réglementer les droits des travailleurs de plateformes** telles que Uber, Airbnb ou Deliveroo.

- Les parlementaires souhaitant que la Commission « *s'assure qu'ils puissent bénéficier des mêmes droits que les salariés et notamment soient protégés par les programmes de Sécurité Sociale et d'assurance santé* ».
- À suivre donc !

ALLEMAGNE, UN NOUVEAU PRÉSIDENT

Le 12 février, Frank-Walter Steinmeier, ancien ministre des affaires étrangères, a été élu pour 5 ans Président de la République Fédérale avec 931 voix sur 1 260 grands électeurs (les 630 députés du Bundestag + 630 délégués des Landers).

Il remplace le pasteur luthérien Joachim Ganck, qui n'était pas candidat à un deuxième mandat.

Membre du SPD, il a été souvent l'adversaire/concurrent politique d'Angela Merkel.

- Il a clairement manifesté en août 2016 ses réticences à l'égard de l'élection de Donald Trump, d'où son surnom, « l'anti-Trump ». Or, cela sera un élément important pour l'avenir de l'union traditionnelle depuis 1949 entre l'Allemagne et Washington.

SUISSE

59,1 % des électeurs ont rejeté le 12 février un projet de réforme fiscale visant à accorder des allègements à des milliers de multinationales.

Sous la pression internationale, la Confédération a accepté en 2014 d'abolir d'ici 2019 un statut permettant à 24 000 entreprises d'échapper à l'impôt.

50 000 opposants au projet d'allègement fiscal pour ces multinationales ont réussi à organiser cette « votation » et la faire triompher.

PROJET D'UN SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX ?

Annoncé par le Président Jean-Claude Juncker dans son discours d'intronisation de septembre 2015... celui-ci a déclaré le 23 janvier 2017 qu'il **prévoyait un sommet social** le 17 novembre 2017 à Göteborg (Suède).

Une conférence internationale des partenaires sociaux et des Ministres du Travail de l'UE s'est tenue le 21 janvier 2017, au cours de laquelle le dispositif français du CPA (Compte Personnel d'Activité) a été considéré comme une formule à promouvoir.

Le gouvernement français a présenté le 15 février des propositions autour de 4 objectifs prioritaires :

- Favoriser l'accès au marché du travail en facilitant la mobilité et la formation,
- L'instauration d'un salaire minimum dans chaque pays de l'UE,
- La révision de la directive détachement,
- L'instauration d'un revenu minimum dans chaque pays.

LE PARLEMENT EUROPÉEN A REJETÉ LE 16 FÉVRIER L'IDÉE D'UN REVENU UNIVERSEL...

... par 328 voix contre 286 et 8 abstentions.

De même, il a repoussé le projet de taxe sur les robots.

Pourtant, le 10 avril 2016, le Conseil Économique et Social Européen (CESE) avait adopté une recommandation en faveur d'un **Revenu de Base Inconditionnel européen (RBI)** pour réduire la pauvreté et limiter les flux migratoires venant des pays européens les plus pauvres... !

LE DANEMARK SE DOTE D'UN ACCORD LE 12 FÉVRIER 2017...

... de flexicurité sur les salaires et la formation dans l'industrie, valable du 1^{er} mars 2017 à fin février 2020 :

- 6 000 entreprises concernées et 230 000 salariés,
- La semaine de travail pourra passer à 42 heures (contre 37 actuellement) en cas de nécessité et descendre à 32 heures,
- Une **hausse du salaire minimum** de 5,16 % étalée sur 3 ans, mais avec négociation sur les autres salaires au-delà du minimum,
- Un budget de 27 millions d'euros sur 3 ans pour la formation,
- Le paiement des congés parentaux à 100 %.

Liaisons Sociales du 15.02.2017

LE NOMBRE DE QUESTIONS PRÉJUDICIELLES À LA COUR DE JUSTICE...

... témoigne d'une confiance accrue des juges nationaux.

- En 2016, la CJUE a clôturé 704 affaires et n'en a reçu que 692, ce qui permet d'accélérer les délais.
- Pour les questions préjudicielles, la durée moyenne est descendue à 15 mois.
- Pour les pourvois, elle est de 12,9 mois.

III. MONDE

APPLE

Le 13 février 2017, la société Apple est repassée en tête des sociétés cotées avec un cours de son action à 133,29 \$, la valorisant à 700 milliards de dollars, loin devant sa rivale Google (576 milliards).

En fait, cette revalorisation ne représente que 16 fois ses bénéfices annuels, alors que les sociétés de l'indice S&P 500 sont en moyenne estimées à 23 fois le bénéfice annuel.

- C'est dire si Apple a encore une forte capacité de progression, grâce à la vente de l'iPhone qui, depuis 2007, constitue les 2/3 du chiffre d'affaires et les 3/4 des profits et avec de fortes perspectives en Chine.

Le Monde du 15.02.2017

TÉLÉTRAVAIL

Selon un rapport de l'OIT publié le 15 mai 2016, le télétravail peut nuire à la santé à cause d'un allongement de la durée du travail et un empiètement sur la vie privée.

Liaisons Sociales du 17.02.2017

- C'est pas beau d'avoir des experts de talents ?

LA ROBOTISATION FAIT ÉVOLUER LES COMPÉTENCES RECHERCHÉES

Une étude du Conseil d'Orientation de l'Emploi (COE) publiée le 17 janvier :

www.actuel-rh.fr/content

- Moins de 10 % des emplois seraient menacés par l'automatisation et la robotisation... mais 50 % seraient appelés à se transformer.

DÉCLARATION OBLIGATOIRE D'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

Dossier pratique Liaisons Sociales du 10.02.2017

HARCÈLEMENT ET VIOLENCES AU TRAVAIL

Un dossier de jurisprudence.

Liaisons Sociales du 07.02.2017

LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL, UN LEVIER DE COMPÉTITIVITÉ

Un rapport de l'ANACT + Terra Nova + La Fabrique de l'Industrie et l'École des Mines publié en novembre 2016.

LA GESTION DU FAIT RELIGIEUX DANS LES ENTREPRISES PRIVÉES

Un guide pratique publié par le Ministère du Travail le 26 janvier 2017 :

www.travail-emploi.gouv.fr/droit-du-travail/rerelations-au-travail/pouvoir-de-direction

DISCRIMINATION À L'EMBAUCHE SELON L'ORIGINE

Résultat d'un testing auprès de 40 grandes entreprises, soit avec l'envoi de 3 000 candidatures « fictives »... démontrant que les DRH répondent positivement pour 47 % de candidatures supposées « hexagonales » contre 36 % pour celles présentées comme « maghrébines ».

Cf. www.dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques publié le 12.12.2016.

LES ACCORDS DE PRÉSERVATION OU DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI PRÉVUS PAR LA LOI TRAVAIL D'AOÛT 2016 (ART. 22)

Dossier Liaisons Sociales du 03.02.2017

Art. L 2254-2

Les accords ADPE n'ont pas à être justifiés par de graves difficultés économiques, comme pour les accords de maintien de l'emploi (AME) créés par la Loi du 14 juin 2013. On les qualifie donc « d'accords offensifs ».

Ils doivent permettre aux entreprises d'adapter leur organisation aux variations de l'activité et d'anticiper des suppressions d'emplois.

Dossier juridique de Liaisons Sociales du 05.12.2016

Cette action de groupe, créée par la loi « Justice du XXI^{ème} siècle » du 18 novembre 2016, permet notamment à un syndicat d'agir (seulement) dans le cadre de son champ d'intervention limité au travail, à savoir :

- Discrimination **collective** au travail,
- Protection des données à caractère personnel des salariés.

TÉLÉTRAVAIL

L'Anact a publié le 2 février un guide pour aider les entreprises à mettre en place le télétravail.

MISE EN PLACE D'UNE DÉMARCHE RSE DANS LES TPE-PME

Le Medef et Ecotadis ont édité en février un guide pratique.

Jacques BROUILLET
Cabinet ACD
Avocat au barreau de Paris
j.brouillet@acd.fr – tél. 01 42 67 79 78